

actalliance



 **Conseil œcuménique
des Eglises**

DECLARATION

ACT, FLM et COE

Appel à l'action pour la biodiversité et la justice climatique pour la COP 16

Octobre 2024

Dans le cadre de la COP16 à Cali, les Églises et les organisations confessionnelles reconnaissent que la perte de biodiversité a atteint des niveaux alarmants, sous l'effet d'un système économique extractiviste, et qu'elle est aggravée par les impacts du changement climatique.

L'Alliance ACT, la Fédération luthérienne mondiale (FLM) et le Conseil œcuménique des Églises (COE) réaffirment leur engagement à jouer un rôle essentiel dans la protection de la biodiversité et de la santé de la planète. Nous comprenons l'urgence d'agir face à la crise climatique qui dévaste nos écosystèmes. Nous sommes convaincus que la promotion de relations justes passe par un dialogue éthique et constructif entre les sciences naturelles, les sciences sociales et la théologie, ainsi qu'avec les savoirs et sagesses traditionnels. Chaque domaine de connaissance contribue à notre réflexion collective sur ce que signifie être humain et sur la manière dont nous devrions agir pour sauvegarder la paix et le bien-être de toutes les créatures, tant pour la génération actuelle que pour celles à venir.

À cet égard, la protection de la biodiversité doit être une priorité indéfectible pour les gouvernements, à cause du rôle central qu'elle joue dans les défis environnementaux et climatiques et dans la promotion de la paix. Cet engagement doit prendre en compte le respect des droits des peuples autochtones, des jeunes, des femmes et des filles dans toute leur diversité, ainsi que des communautés historiquement marginalisées, en adoptant une approche fondée sur les droits de l'homme. Non seulement ces communautés subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique, mais elles sont aussi les gardiennes de la biodiversité. Leur leadership est essentiel pour préserver la vie sur notre planète. Nous exhortons les gouvernements à garantir un dialogue inclusif qui facilite la participation effective de toutes les parties prenantes. Ce n'est qu'ainsi que des solutions équitables et durables pourront être élaborées pour le bien-être de notre maison commune.

Il est essentiel de limiter le réchauffement de la planète à +1,5 °C, car le changement climatique est non seulement l'une des principales causes de l'appauvrissement de la biodiversité, mais il exacerbe également cette crise. Pour atteindre cet objectif, il faut stopper de manière juste et équitable l'utilisation des combustibles fossiles, qui constituent l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre. Ce n'est que par une transition vers des sources d'énergie renouvelables et durables, combinée à des politiques fermes et à des engagements mondiaux pour aligner les flux financiers sur l'Accord de Paris, que nous pourrions atténuer efficacement les effets du changement climatique et protéger la biodiversité.

De plus, la mobilisation des ressources nécessaires pour faire face à la crise écologique et climatique exige un leadership et une action politiques, en particulier de la part des pays développés. Il est vital d'augmenter les financements destinés à faire face à ces deux crises environnementales mondiales. La capacité à respecter les engagements de l'Accord de Paris et du Cadre mondial pour la biodiversité dépendra directement de l'apport et de la mobilisation de ces financements.

En outre, il est essentiel que tous les gouvernements présentent leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), et qu'ils veillent à ce qu'ils ne restent pas des documents ponctuels mais qu'ils soient effectivement liés aux contributions déterminées au niveau national (CDN) et aux plans nationaux d'adaptation (PNA). De telles synergies sont essentielles pour une approche cohérente et efficace de l'action climatique et de la protection de la biodiversité.

Enfin, en tant qu'Églises et organisations confessionnelles, nous promouvons les objectifs de la Convention sur la Diversité Biologique et appelons à une restructuration urgente des relations de pouvoir, à la reconnaissance des droits de la nature et à la transformation du modèle économique extractiviste actuel, qui a contribué à la dégradation de la biodiversité et a encore exacerbé la crise climatique. Un nouveau pacte social est impératif pour s'attaquer aux causes profondes de la destruction dont nous sommes témoins.

Cette COP16 doit déboucher sur des actions concrètes pour restaurer nos relations avec la nature - des actions pour nous-mêmes, pour les autres espèces avec lesquelles nous partageons la planète, et pour les générations futures. C'est notre tour. C'est maintenant que nous devons agir.